

## Misons sur l'accès aux services bancaires

par Jürgen Klute

**P**ouvez-vous imaginer qu'une banque refuse de vous ouvrir un compte bancaire ? Probablement pas, tout comme la grande majorité des consommateurs vivant au sein de l'Union européenne (UE). Toutefois, des millions de citoyens de l'UE sont confrontés au refus de banques qui ne souhaitent pas les compter parmi leurs clients. D'autres n'osent même pas demander l'ouverture d'un compte.

La Commission européenne a fourni aux États membres et aux colégislateurs des informations détaillées sur le sujet. Depuis 2009, la Commission a consulté les États membres et les parties prenantes à trois reprises. La Commission et le Parlement ont organisé plusieurs auditions, ils ont commandé des études, des analyses d'impact et presque tous ceux qui, en Europe, travaillent sur ce dossier s'accordent à dire que l'accès individuel à un compte bancaire doit être garanti à tout consommateur vivant dans l'Union européenne. Même si ce dossier a fait l'objet de campagnes de sensibilisation réussies, plus de trois années ont été perdues, sans que les banques se voient interdire le droit de refuser à des citoyens un service quotidien de base. Par conséquent, en juillet dernier, une majorité écrasante de 585 eurodéputés, avec seulement 68 voix contre, a appelé la Commission à faire des besoins des citoyens exclus une priorité et à présenter une initiative législative sur l'accès aux comptes bancaires de base avant janvier 2013.

Au cours de l'année à venir, un grand nombre d'États membres (que ce soit la population ou les institutions financières) peineront encore à combattre les effets de la crise. Un travail considérable a déjà été réalisé dans la lutte contre la crise et nous avons vu la Banque centrale européenne, la Commission et le Parlement européen, tout comme les Parlements nationaux, débloquer des milliards d'euros et mener toutes sortes de réformes dans les délais les plus courts. Malgré cela, le rapport sur l'emploi et le développement social récemment publié par la Commission européenne prouve que la pauvreté et les disparités sociales sont en progression en Europe. Il est de plus en plus clair que l'Union est en proie à une réelle crise sociale. Il convient de se demander si

l'Union a choisi la bonne approche pour résoudre sa crise économique.

L'accès aux comptes bancaires est un problème hautement lié à la pauvreté et à l'exclusion sociale, ainsi qu'au développement rural. Ce sont en grande partie les personnes confrontées à des problèmes de surendettement qui se voient refuser des services de paiement standard. Si en Irlande et en Espagne il est de notoriété publique que la crise bancaire découle de la situation de millions de consommateurs incapables de rembourser leurs prêts hypothécaires, il est difficile de concevoir que les dirigeants européens semblent si peu se préoccuper de lutter contre le surendettement et de trouver des solutions concrètes pour aider ces personnes à retrouver une vie normale. Il y a plusieurs années, un sondage de la Commission révélait qu'environ 30 millions de citoyens européens étaient exclus des services bancaires. Étant donné les effets de la crise, ce nombre devrait sans doute être revu à la hausse. Les chiffres actuels issus des organisations nationales de médiation de dettes nous disent qu'en Grèce, un consommateur sur cinq enregistre plus de trois mois de retard dans ses remboursements hypothécaires. Parmi ces personnes se retrouvent des employés licenciés, des micro-entrepreneurs en situation précaire, ainsi que des fonctionnaires et des retraités soudainement obligés de faire face à des réductions de salaires ou de retraites. Des personnes éduquées de la classe moyenne sont confrontées à des humiliations sociales auxquelles elles n'étaient pas préparées. Des milliers de jeunes Portugais, Irlandais et Grecs envisagent de quitter leur pays dans l'espoir de meilleures perspectives en Allemagne, en Autriche ou en Angleterre, des États membres qui, ceci dit en passant, n'appliquent toujours pas le droit à l'ouverture d'un compte bancaire.



Jürgen KLUTE

La réponse à la crise sociale européenne doit comporter plusieurs facettes. Garantir à l'échelle de l'UE la capacité de détenir un compte de paiement ne peut être qu'un instrument parmi de nombreux autres pour mettre en place des économies sociales inclusives. Cette mesure serait toutefois relativement abordable et simple à mettre en œuvre, et pourrait rapidement et efficacement ouvrir la voie à des hébergements corrects, aux services énergétiques et de communication, ainsi qu'à la réintégration sur le marché du travail ou dans le système d'enseignement. Lorsqu'il s'agit de la question de l'accès aux services de paiement de base, les dirigeants politiques devraient garder à l'esprit que les banques ont une responsabilité envers la société qu'elles sont supposées servir. Si l'Europe ne souhaite pas aboutir que le marché intérieur reste incomplet, que l'économie parallèle se développe, que la régression sociale devienne une tendance persistante et que les citoyens perdent leur foi dans le projet européen, nous devons nous concentrer sur des mesures à la fois modestes et ambitieuses visant à développer une réelle économie inclusive et à éviter aux Européens une décennie perdue. ●

**“ Lorsqu'il s'agit de la question de l'accès aux services de paiement de base, les dirigeants politiques devraient garder à l'esprit que les banques ont une responsabilité envers la société qu'elles sont supposées servir ”**